

*Avec le démocrate Joseph Biden, la gauche américaine a le
cafard*

Aux États-Unis, « rien ne changera fondamentalement »

Aucun pays ne dénombre autant de victimes du Covid-19 — près de cent mille le 21 mai — que les États-Unis. Et l'absence d'un filet de protection médical et social y provoque une crise sans précédent depuis un siècle. En année électorale, un tel tableau aurait pu provoquer un séisme politique. Pourtant, la réélection du président sortant n'est pas exclue. Et son rival n'ambitionne que le retour aux années Obama.

THOMAS FRANK

Journaliste et historien. Auteur de *The People, No : A Brief History of Anti-Populism*, à paraître en juillet chez Metropolitan Books, New York.

Le Monde diplomatique

Juin 2020

C'EST le pire moment dans l'histoire des États-Unis. La pandémie que les prophètes du désastre nous annonçaient depuis des décennies a fini par nous dévaler dessus, sans que nous y soyons le moins du monde préparés. Notre gouvernement mastodonte, si prompt en temps ordinaire à surexploiter le moindre réflexe de peur, surtout quand il profite à l'extrême droite, est resté amorphe face à cette crise historique. Notre président, l'ancienne vedette de télé-réalité Donald Trump, a non seulement révélé sa plus totale incompétence, mais il a également mis en danger la santé publique avec ses élucubrations idiotes, servies chaque jour ou presque dans tous les foyers américains. Alors que j'écris ces lignes, presque la totalité du pays vit sous confinement. La ville de New York, où le virus a fait le plus de ravages, en était encore il y a quelques semaines à enterrer les corps au bulldozer dans des fosses communes.

Mettre le pays en quarantaine imposait évidemment de suspendre sa vie économique, qui tournait à plein régime il y a encore deux mois. En Amérique, il n'existe pas de mécanisme pour amortir les effets d'un tel blocage — les gens perdent simplement leur emploi ou mettent la clé sous la porte, point final. En un clin d'œil, nous sommes passés d'une des économies les plus florissantes du monde à une nouvelle Grande Dépression, en sautant toutes les étapes intermédiaires, avec un chômage de masse et des faillites en série d'entreprises grandes ou petites.

Dans ce pays de l'individu-roi, l'individu fut littéralement submergé, emporté par les courants anonymes de la maladie et de l'effondrement économique. Des proches sont en train de mourir, seuls, dans un hôpital quelque part, et les restaurants bondés où l'on se

pressait hier sont fermés, leurs jeunes et ambitieux chefs occupés à remplir leurs formulaires d'inscription au chômage, comme des millions de leurs semblables.

Et tout cela se déroule dans des conditions météorologiques exceptionnelles. Ici, dans mon petit coin d'Amérique [*Bethesda, une banlieue résidentielle de Washington*], nous jouissons du printemps le plus spectaculairement agréable que nous ayons connu. Pour les «cols blancs» aisés qui vivent autour de moi, l'épidémie a fait son apparition dans un paysage qu'on aurait dit peint par Fragonard : au moment des premières craintes, les narcisses s'épanouissaient, puis les tulipes ; les magnolias et les cerisiers fleurissaient, puis ce fut le tour des azalées et des rhododendrons ; en ce moment, les cornouillers en fleur tendent une arche au-dessus de nos têtes quand nous faisons notre jogging sur les trottoirs et les chaussées tranquilles et vides de Bethesda.

Cet effet de contraste ironique se vérifie où que vous portiez le regard. Quiconque possède une voix qui résonne aux États-Unis l'utilise ces jours-ci pour se féliciter que la pandémie confirme de façon éclatante toutes ses croyances antérieures. Pour certains médias, elle illustre ce qu'ils vous serinent depuis des années sur l'ignorance et la folie du président Trump. Pour les conservateurs, elle démontre ce qu'ils vous répètent, eux aussi depuis des années, au sujet des gauchistes à l'âme délicate et de leur désir suicidaire de laisser n'importe qui entrer dans le pays. Pour tous ceux-là, la pandémie fut le prétexte à un carnaval de suffisance.

Il devient de plus en plus clair, cependant, qu'au lieu de renforcer les croyances chéries du consensus américain cet épisode les a pulvérisées. Durant des décennies, ce pays a externalisé ses capacités manufacturières au motif que tout le monde a convenu que c'était le prix à payer pour entrer dans l'âge de l'information. Nous serions une nation de «cols blancs» qui ferait des choses innovantes, comme des médicaments ou des manuels de droit ; des choses de l'esprit qui compteraient tant et pèseraient si peu. Et voilà où nous en sommes, victimes d'une pénurie de masques, de tests et même de gel hydroalcoolique, avec nos distingués dirigeants bizarrement incapables de persuader nos anciens partenaires commerciaux que la Terre est plate et qu'ils doivent nous livrer sur-le-champ les marchandises dont nous avons besoin.

Le système américain de santé publique à profits privés, bâti au fil des décennies par les contributions enthousiastes des deux partis politiques qui alternent au pouvoir, s'est montré parfaitement impropre à répondre aux défis de l'épidémie. Pour une raison simple : il n'a en fait jamais été conçu à des fins de santé publique. Au cours de ma vie, le message implicitement adressé à ses usagers par le système de santé a toujours consisté à leur dire que celle-ci était un privilège, auquel on n'accédait qu'aux moyens de la réussite et de la prospérité individuelles. C'est un système méritocratique, autant par les récompenses qu'il prodigue aux grands docteurs et aux petits génies de l'industrie pharmaceutique que par sa manière de segmenter nos soins. Les patients pauvres, non couverts ou alors par une assurance défectueuse, mais qui tiennent tout de même à se faire soigner leurs os cassés ou leurs organes malades, se retrouvent fréquemment ruinés par des factures astronomiques. L'idée que nous devrions cesser de saigner ces gens et penser plutôt à leur distribuer

gratuitement des tests ou des traitements contre le Covid-19 est à ce point contraire à la conception courante que l'on se fait de la politique de la santé dans ce pays qu'on peine à évaluer quand et comment cette décision nécessaire finira par être prise.

L'épidémie aura produit au moins une conséquence bénéfique, celle d'avoir dégrossi notre compréhension du monde social. Il n'y a pas si longtemps, l'Américain instruit et bien-pensant considérait qu'un travail qui ne nécessitait pas un diplôme universitaire était un travail indigne (1); quelque chose de pesant, de déplaisant et de polluant, effectué par des gens qui parfois votent Trump et dont la vie se désagrège parce qu'elle mérite de se défaire. Voilà quelques années à peine, le milliardaire démocrate Michael Bloomberg ravissait les étudiants de l'université d'Oxford avec ses théories infatuées sur les élites qui savent « *comment réfléchir et analyser* », contrairement à l'ignorance présumée des fermiers et des ouvriers.

Tout pourrait arriver, et pourtant...

À présent, ces fermiers et ces ouvriers représentent tout ce qui nous protège de l'abysse. Beaucoup d'entre eux sont dehors en ce moment même à risquer leur vie au contact du virus. D'autres ont été contraints de retourner à leur poste pour une paie de misère, sans que personne se soucie de leur vulnérabilité face à l'épidémie. Ils tombent malades dans les magasins d'alimentation ou les usines de transformation de viande, pendant que les employeurs qui leur ordonnent de travailler — ces fameux « cols blancs » de l'âge de l'information — restent prudemment vautrés chez eux dans leur canapé, en jouissant de la miraculeuse résistance des cours de la Bourse (merci le Congrès, merci la Réserve fédérale). Leur travail, à eux, s'accommode fort bien d'une vie quotidienne protégée faite d'envois de courriels et de visioconférences.

Si vous supposez que les travailleurs en ont assez d'endurer une telle situation, vous n'avez certainement pas tort. Bien que l'information à ce sujet soit une denrée rare, puisque le journalisme social a pour ainsi dire disparu de ce pays, des signes indiquent que l'action syndicale sur le lieu de travail a repris des couleurs. Récemment, l'un des lobbyistes antisyndicaux les plus influents d'Amérique, M. Rick Berman, a mis en garde ses clients quant aux risques d'une « *rébellion partielle de la force de travail* (2) ». De nombreuses grèves spontanées ont en effet éclaté ces dernières semaines aux quatre coins du pays (3).

Chacun de ces constats pointe dans la même direction : celle d'une extinction soudaine de la confortable vision du monde adoptée et imposée au reste de la planète par les dirigeants des États-Unis au cours des années 1970, 1980 et 1990. La situation ici est grosse de possibilités. Tout pourrait arriver.

Pour l'instant, on bute pourtant encore sur l'ironie sombre et pathologique du libéralisme américain. L'institution qui devrait nous aider à surmonter notre ancienne façon de voir est le Parti démocrate — c'est en effet la seule institution en mesure d'accomplir une pareille tâche aujourd'hui. Or, quelques semaines seulement avant que le coronavirus explose en Amérique, ce même Parti démocrate a réussi, dans une joyeuse autocélébration publique,

à éradiquer toute possibilité d'un changement de la politique américaine à court terme. Ses dirigeants paraissent déterminés à gaspiller la crise.

Quelques mots d'explication. Au cours des mois qui viennent de s'écouler, les candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle ont débattu à maintes reprises. Reflétant l'état d'esprit de la gauche du pays, plusieurs ténors semblaient, dans un premier temps, avoir rompu, clairement et non sans créativité, avec les vieilles lunes de leur parti. Mais après que le favori de l'establishment, l'ancien vice-président Joseph Biden, eut remporté les primaires en Caroline du Sud fin février, la plupart des autres candidats se sont mis à l'abri en proclamant leur soutien au vainqueur. Le seul toujours en lice, le sénateur du Vermont Bernie Sanders — principal réformateur de notre époque et figure acclamée de la jeunesse —, a tenté de résister quelque temps encore, pour finalement baisser les bras devant le cours irrésistible des choses.

L'homme, M. Biden, qui a émergé de ce bouillonnement était celui-là même qui promettait d'en faire le moins. Son parti se prépare désormais à une élection qui ne sera rien d'autre qu'un référendum pour ou contre la figure honnie de M. Trump. Nous voici dans un climat politique paradoxal, où une grande partie de l'électorat américain souhaiterait choisir le changement décisif qu'on lui propose, mais où le parti qui incarne ce souhait a fait en sorte qu'il ne serait pas exaucé. Et nous allons donc devoir choisir entre deux hommes blancs, âgés et conservateurs, connus pour leur rapport élastique à la vérité, accusés d'agressions sexuelles, et aussi étrangers l'un que l'autre à l'espoir d'une réforme démocratique. Une fois encore, l'ordre ancien a été providentiellement restauré.

Pourtant, je le répète : l'état de l'opinion en Amérique est tel qu'avec un dirigeant bien choisi des choses remarquables auraient pu advenir. Au lieu de quoi notre horizon se borne à M. Biden, un vétéran affable de Washington impliqué dans une grande partie des désastres qui ont marqué les trois dernières décennies : des accords commerciaux contraires aux intérêts des salariés, la guerre d'Irak, une législation cruelle sur les banqueroutes, les incarcérations de masse, une attaque sans précédent contre les libertés individuelles appelée Patriot Act... Il se vante même d'avoir, au début de sa carrière politique, accordé ses faveurs à des ségrégationnistes.

Ses chances de l'emporter sont bonnes, bien entendu. En dépit de son parcours, M. Biden est un politicien de tradition classique, familier et apprécié, tandis que M. Trump, engoncé dans son narcissisme pathologique, suinte de ressentiment et trouve en permanence de nouveaux moyens pour se rendre méprisable. Qui plus est, on voit mal comment quelqu'un peut gérer une crise sanitaire et économique de manière aussi calamiteuse que l'actuel président et espérer que les électeurs l'invitent à réitérer sa performance.

Un slogan prodigieux

Mais « *rien ne changera fondamentalement* » si M. Biden devient président, comme il l'a assuré lui-même à ses donateurs. Voilà bien un prodigieux slogan pour une période comme celle-ci. Mes amis de gauche ont le cafard, ils le disent tous. Leur héros Sanders, qui en janvier paraissait imbattable, a été battu. Ils se retrouvent enfermés chez eux à compter les

noms d'oiseaux que les internautes s'échangent sur Twitter. Je partage leur mauvaise humeur, mais les enjeux sont d'une tout autre nature. La perspective d'un immobilisme total au sortir de la présente catastrophe suffit déjà à notre malheur, pourtant chaque jour la presse nous apprend que l'ordre ancien n'en finit pas de se revigorer. Sans cesse apparaît quelque nouveau schéma destiné à abonder de l'argent public dans les coffres des sociétés ou à hâter la prise de pouvoir de la Silicon Valley. En ce moment même, le gouverneur démocrate de l'État de New York, M. Andrew Cuomo, saisit l'occasion du confinement pour convier M. Bill Gates et d'autres milliardaires de la «tech» à reprogrammer l'avenir de sa région. Et nous ne pouvons absolument rien faire dans l'immédiat pour les en empêcher.

La crainte qui nous taraude dans le contexte de la pandémie est qu'en notre absence la démocratie elle-même soit reformatée. Le système nous a bernés, car il a été conçu pour cela, mais, pendant que nous nous retrouvons effacés du tableau, d'autres prennent les décisions qui vont altérer nos lendemains. Ils sont en train de réécrire notre contrat social pendant que nous regardons la télévision en nous consolant d'un verre.

Thomas Frank

Comment la droite américaine exploitait les émeutes

Serge Halimi

Le Monde diplomatique

Décembre 2005

Le 6 novembre 1962, Richard Nixon annonce son retrait de la vie politique américaine. Distancé deux ans plus tôt d'une poignée de voix dans la course à la Maison Blanche, il vient d'être battu par le démocrate Edmund G. («Pat») Brown lors de l'élection au poste de gouverneur de Californie. En 1964, un autre républicain, Barry Goldwater, est balayé, cette fois, par Lyndon Johnson, élu président des Etats-Unis avec 61 % des suffrages. En matière de droits civiques et de lutte contre les inégalités, Johnson marquera l'histoire de son pays. Il saura répondre favorablement à la pression du mouvement des droits civiques et des milliers de militants de gauche, souvent jeunes et blancs, partis dans le Sud aider les partisans de Martin Luther King. La ségrégation institutionnelle est démantelée, la « guerre contre la pauvreté » lancée, le progressisme paraît installé pour une génération.

L'illusion ne dure pas. Si la société américaine bouillonne au cours des années 1960 (mouvement noir, mouvement étudiant, mouvement féministe, mouvement pacifiste, mouvement homosexuel), un *backlash* (retour de bâton) conservateur se dessine très vite sur chacun de ces terrains, ou presque. Dès 1966, Ronald Reagan écrase «Pat» Brown à la surprise générale, et devient gouverneur de Californie grâce à l'appui d'un électorat populaire blanc qui vient d'obtenir par référendum l'annulation de dispositions favorables

à la mixité raciale du logement. Deux ans plus tard, Nixon, apparemment incapable de renoncer à la politique, bat le vice-président choisi par Johnson – Hubert Humphrey – et s’installe à la Maison Blanche.

Le basculement à droite d’une partie de la base démocrate (ouvriers, employés, ruraux) explique l’issue électorale. En Californie, Reagan détache les «petits blancs» du parti du gouverneur sortant en accusant ce dernier d’avoir péché par faiblesse lors des émeutes de Watts (Los Angeles) en août 1965, mais aussi d’avoir pactisé avec la contestation d’une «minorité névrosée» de «beatniks» installés à l’université de Berkeley. Le conservatisme de la bureaucratie syndicale de l’AFL-CIO, sa déréliction lors des combats contre la ségrégation raciale, le militarisme (guerre du Vietnam) et les discriminations sexistes ont laissé opérer les forces corrosives d’un glissement conservateur dont, dix ans plus tard, l’ensemble du mouvement ouvrier paiera le tribut économique et social.

A l’échelle nationale, Nixon butine lui aussi sur les thèmes de «la loi et l’ordre». Alors qu’en 1968 les soulèvements de Chicago et de Harlem sont frais dans les mémoires – 43 personnes, noires pour la plupart, ont été tuées (souvent par la police, la garde nationale et l’armée) lors des émeutes de Detroit en juillet 1967 –, il appelle ses compatriotes à écouter «une autre voix, une voix tranquille dans le tumulte des cris. C’est la voix de la grande majorité des Américains, les Américains oubliés, ceux qui ne crient pas, ceux qui ne manifestent pas. Ils ne sont ni racistes ni malades. Ils ne sont pas coupables des fléaux qui infestent notre pays (1)».

«Ni racistes»? En 1963, 59 % des Blancs se déclaraient encore favorables à l’interdiction des mariages interracialisés, 55 % ne voulaient pas vivre à côté de Noirs, 90 % refusaient que leur fille sorte avec l’un d’eux, dont plus de la moitié des Blancs imaginaient qu’ils riaient beaucoup plus qu’eux, étaient moins ambitieux et sentaient différemment (2)... Ils ne riaient pas souvent pourtant quand ils étaient interpellés par des forces de l’ordre alors presque exclusivement blanches. C’est d’ailleurs un cas ordinaire de brutalité policière qui avait déclenché les émeutes de 1965 à Watts. Elles durèrent cinq jours, impliquèrent près de 50 000 personnes (dont 16 000 gardes nationaux), firent 34 morts et 1 000 blessés.

Dès la fin des années 1950, le FBI et les autorités locales d’Alabama, d’Arkansas ou du Mississippi expliquaient les «désordres» en mettant en cause des «agitateurs» venus de l’extérieur. Pour discréditer le mouvement noir, on le prétendit infiltré par des communistes : des pancartes installées le long des routes du Sud proclamaient même que Martin Luther King serait passé par un camp d’entraînement révolutionnaire et aurait été «encouragé par une fraction des communistes plutôt chinoise que russe». Avec Malcolm X, on préfère invoquer les influences pernicieuses de l’islam tiers-mondiste. Johnson lui-même impute d’abord les soulèvements urbains à quelques «fauteurs de troubles noirs» avant de comprendre le caractère spontané et populaire de l’explosion. De son côté, la droite américaine continue, en 2005, d’associer spontanément agitation sociale, «subversion» et ennemi «extérieur». Il y a quelques semaines, la chaîne républicaine Fox News parlait ainsi d’une «insurrection musulmane en France» qui avait gagné «en férocité» en raison du refus du gouvernement de «faire appel à l’armée».

Aux Etats-Unis, le recours à la troupe est plus habituel. Mais le surcroît de violence qui en découle ne provoque pas nécessairement un degré plus aigu de prise de conscience collective. En avril-mai 1992, par exemple, les émeutes de Los Angeles (plus de 50 morts et de 10 000 arrestations, à la suite de l'acquittement d'un policier filmé en train de matraquer sauvagement un automobiliste noir, M. Rodney King) ne troublent la campagne présidentielle en cours que quelques jours, les trois principaux candidats (MM. George H. Bush, William Clinton et Ross Perot) se souciant surtout de séduire les classes moyennes, pas de remédier aux problèmes des ghettos.

Presque toujours, les soulèvements urbains ont réactivé la démagogie sécuritaire de la droite américaine, qui saisit l'occasion de se « prolétarianiser » à bon compte. Depuis quarante ans, elle y parvient dans le registre qui a semblé inspirer Alain Finkielkraut lors de l'embrasement de certaines banlieues françaises, quand l'essayiste multimédias opposa l'indignation des « *automobilistes pauvres du 9-3* » à la « *sympathie pour les vandales* » qu'il prêtait aux « *bobos écolos qui font du vélo à Paris* » (3).

Au début des années 1960, le journaliste de gauche Andrew Kopkind, comme beaucoup d'autres, dont Martin Luther King, espérait la naissance d'un mouvement interracial des pauvres unissant les métayers noirs du Mississippi et les Blancs indigents des Appalaches. En 1968, le combat contre les lois racistes est gagné aux Etats-Unis. Mais la solidarité interracial, elle, paraît plus lointaine que jamais. Car le rêve de mobilité sociale des ouvriers et des employés blancs se dérobe à cet instant précis. Les coupables sont vite trouvés. Sitôt qu'il interroge un ouvrier blanc de Chicago, « à 100% derrière la police », Kopkind ne peut que constater le progrès des idées autoritaires au sein d'un « *lumpensalariat jeune qui a raté son accession à la classe moyenne et qui se sent enfermé dans la condition ouvrière* ». Pour ce lumpensalariat blanc, l'intégration raciale signifie d'abord la menace de voir des Noirs s'installer dans son voisinage.

Les soulèvements urbains ajoutent à cette hantise du déclassement l'exigence d'un retour à l'ordre : « *Je ne suis pas contre les gens de couleur, je suis contre les émeutes* », précise à Kopkind le même ouvrier de Chicago. Vingt ans plus tard, en 1988, le discours a peu changé. Cherchant à expliquer le basculement à droite d'un menuisier blanc de la ville, Thomas et Mary Edsall le citent : « *La plupart de ceux qui ont besoin d'aide sont noirs. Et la plupart de ceux qui aident sont blancs. Nous en avons assez de payer pour les HLM de Chicago et pour les transports en commun que nous n'utilisons pas* (4). »

Mais alors, comment faire et qui doit payer ? Le discours de la droite américaine est rodé : la question est mal posée ; toute aide nuit à ceux qui la reçoivent (5). « *Les gens, s'exclamait en 1995 David Frum, un essayiste républicain qui conseillera le président George W. Bush au début de son mandat, sont fatigués de ce gémissement constant qu'ils entendent au sujet des pauvres. Les contribuables qui appartiennent aux classes moyennes estiment qu'ils paient toujours plus pour eux, et que ceux-ci ne cessent de se comporter plus mal.* » En employant des mots un peu différents, M. Nicolas Sarkozy a abandonné lui aussi au bras séculier du marché les éléments les plus vulnérables de la société : « *La vérité, c'est que, depuis quarante ans, on a mis en place une stratégie erronée pour les banlieues. D'une*

certaine manière, plus on a consacré de moyens à la politique de la ville, moins on a obtenu de résultats (6). »

Cela tombe bien : ces moyens, en France comme aux Etats-Unis, on les réserve à d'autres usages, la réduction des impôts directs par exemple. Inconscience ? Absolument pas : l'histoire récente suggère la fortune politique des orientations inégalitaires qui individualisent ou «ethnicient» les relations sociales afin de pouvoir plus facilement réprimer ceux qu'elles maltraitent quand ils se soulèvent.

(1) Discours prononcé devant la convention du parti républicain, Miami, 8 août 1968. Cité dans *Le Grand bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Fayard, Paris, 2004, p. 131.

(2) Sondage de *Newsweek*, cité par Thomas Byrne Edsall et Mary Edsall dans *Chain Reaction : The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics*, Norton, New York, 1991.

(3) *Le Figaro*, 15 novembre 2005.

(4) Thomas et Mary Edsall, *op. cit.* Lire aussi «L'université de Chicago, un petit coin de paradis bien protégé», *Le Monde diplomatique*, avril 1994.

(5) Lire John Galbraith, «L'art d'ignorer les pauvres», *Le Monde diplomatique*, octobre 2005.

(6) «Nicolas Sarkozy contre-attaque», entretien, *L'Express*, 17 novembre 2005.